

À l'intérieur

Donner la priorité
à l'égalité entre
les sexes

par Irina Bokova

pages 4-5

Asie : de la
parité à l'égalité

pages 6-7

Les enseignants
d'Amérique latine

page 8

Y a-t-il égalité
en planification
de l'éducation ?

pages 10-11

Universités : les
femmes peuvent-
elles franchir le
plafond de verre ?

page 12

Publications
de l'IIEP

page 16

Parvenir à l'égalité entre les sexes



© Marie-Thérèse Schilling.

Qui dit égalité
entre les sexes
dit représentation
et réussite des filles
et des garçons
durant tout leur
parcours éducatif.

Michaela Martin ▲ IIEP
m.martin@iiep.unesco.org

Le *Cadre d'action de Dakar* (2000) fixait des objectifs ambitieux : éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire en 2005 et instaurer l'égalité hommes-femmes dans l'éducation en 2015, en assurant aux filles un accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité avec les mêmes chances de réussite. Cet objectif diffère quelque peu du troisième objectif du Millénaire

pour le développement (OMD) : « Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard ». Si l'OMD 3 ne fait référence ni aux résultats scolaires ni à la qualité de l'éducation de base, il couvre explicitement l'enseignement supérieur.

Malgré l'incapacité de nombreux pays à éliminer les disparités entre les sexes pour 2005, de réels progrès ont été enregistrés en termes de parité, notamment dans l'enseignement primaire¹, grâce à l'augmentation générale de la scolarisation. De 1999 à 2006 (*Rapport mondial de suivi* 2009, UNESCO), 20 nouveaux pays ont atteint la parité dans le primaire et le secondaire, soit un total de 59 pays sur les 176 pour lesquels les données sont disponibles. Dans le primaire, 116 pays l'ont réalisée, 62 affichent un indice de parité entre les sexes (IPS) favorable aux garçons, et 9 un IPS favorable aux filles. Dans certains des pays, où les filles étaient nettement défavorisées – comme l'Éthiopie, le Liberia ou le Népal – l'IPS a augmenté de 30 % au cours de la même période.

Dans l'enseignement supérieur, toutefois, les écarts tendent à être plus prononcés et globalement favorables aux filles. En 2006, seuls quatre des 136 pays pour lesquels des données sont disponibles avaient atteint la parité, 46 affichaient un IPS favorable aux garçons contre 86 (!) un IPS favorable aux filles, preuve que cette question est à la fois fluctuante et d'actualité ...

Des évolutions positives actées par les tests en lecture et en sciences

Concernant l'autre dimension du Cadre d'action de Dakar (égalité d'accès à une éducation de qualité pour les filles), il faut se fier aux recherches sur les résultats des élèves à des tests de connaissances. Ces évaluations font apparaître de gros écarts dans les performances globales et par matière : les filles restent meilleures que les garçons en lecture et en langues. La campagne 2006 du Programme international de recherche en lecture scolaire (PIRLS) a montré que les scores moyens sur l'échelle combinée de compétence en lecture étaient sensiblement plus élevés pour les filles dans 43 des 44 pays participants. Les recherches montrent aussi que les filles ne sont plus systématiquement à la traîne en



© Alejandro Lipszyc, World Bank.

mathématiques et en sciences. En 2003, selon la Troisième étude internationale sur les mathématiques et les sciences (TIMSS), il y avait autant de pays où le taux de réussite était en faveur des filles que des garçons.

Une approche holistique du genre dans l'éducation

Ces résultats concernent bon nombre de régions et de pays traités dans ce numéro de la *Lettre d'information*. Tout d'abord, il est important de souligner que l'égalité entre les sexes n'implique pas simplement l'éducation des filles (même si les cadres internationaux fixent des objectifs spécifiques pour elles), mais bien la parité et l'égalité entre les deux sexes. Dans certaines régions, la sous-représentation des garçons aux niveaux supérieurs de l'éducation et leurs sous-performances deviennent préoccupants.

Ensuite, le cadre éducatif fixé par l'OMD 3 doit être dépassé pour couvrir la parité depuis la maternelle jusqu'à l'entrée sur le marché du travail. Une étude de la Fondation européenne pour la formation (ETF) en Égypte montre que malgré une meilleure parité dans l'accès à l'éducation, l'égalité entre les sexes n'est pas encore de mise pour l'accès à l'emploi.

Discriminations et préjugés touchent également les femmes dans d'autres pays.

Enfin, la proportion de femmes dans les postes d'enseignement, de planification et de gestion de l'éducation est particulièrement préoccupante. Si la féminisation de la profession enseignante progresse en raison de la faiblesse des salaires et de la flexibilité des horaires de certains pays, les femmes restent sous-représentées dans les postes de décision au sein des ministères de l'Éducation, où un « plafond de verre », des stéréotypes et la difficulté à trouver l'équilibre entre responsabilités professionnelles et obligations familiales jouent contre elles. L'IIPE comme les autres organisations internationales et les responsables politiques nationaux doivent chercher des réponses. ■

1 La « parité entre les sexes » est définie comme un indice de parité entre les sexes (IPS) du taux brut de scolarisation (TBS) compris entre 0,97 et 1,03.

Mark Bray
Directeur
m.bray@iiep.unesco.org

Persistance et revirements inattendus

Le combat pour l'égalité entre les sexes, vieux de plusieurs siècles, est jalonné de nombreuses victoires – dont l'adoption, en 1948, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui consacre l'égalité entre les êtres humains.

Cette *Lettre d'information* est porteuse de bonnes nouvelles, faisant état des gros progrès enregistrés au fil des ans, notamment dans l'élargissement de l'accès des femmes à l'éducation, à tous les niveaux et dans le monde.

Toutefois, ce mouvement doit se poursuivre. Dans certaines régions, les taux de scolarisation sont toujours nettement défavorables aux filles et l'amélioration de l'accès ne va pas toujours de pair avec celle des résultats. Soucieux de faire avancer l'une des grandes priorités de l'UNESCO, l'IIEP plaide en ce sens et mène des recherches pour identifier les obstacles à une participation accrue des femmes à l'éducation et pour développer les capacités en vue de surmonter ces obstacles.

Parallèlement, certains articles de ce numéro révèlent des revirements inattendus. Ainsi, dans certains pays et à certains niveaux du système éducatif, les garçons sont moins scolarisés que les filles et obtiennent de moins bons résultats. S'agissant de l'égalité entre les sexes, cette situation est aussi préoccupante que les désavantages vécus par les filles. Les obstacles à l'éducation des garçons dans certaines sociétés méritent autant d'attention que ceux qui bloquent les filles ailleurs. D'où l'importance d'un suivi permanent des politiques et des plans afin de procéder aux ajustements nécessaires. ■

Parvenir à l'égalité entre les sexes	1
Éditorial	
Persistance et revirements inattendus	3
Donner la priorité à l'égalité entre les sexes	4
Genre, éducation et droits de l'homme	5
Asie : de la parité à l'égalité	6
Pourquoi les garçons des Caraïbes réussissent-ils moins bien à l'école ?	7
Les enseignants d'Amérique latine	8
Discrimination sexuelle en Égypte	9
Y a-t-il égalité en planification de l'éducation ?	10
Faire la différence : le mandat non sexué de l'IIEP	11
Universités : les femmes peuvent-elles franchir le plafond de verre ?	12
Le rapport 2009 du SITEAL	13
Entretien avec Michael J. Kelly	13
2009/2010	
Voyage d'étude dans le Sud de la France	14
Programme d'activités	15
Situations d'urgence et de fragilité : les TIC au secours de l'éducation	15
Publications de l'IIEP	16

Mark Bray achève son mandat de directeur de l'IIEP



Mark Bray vient de signer son dernier éditorial en tant que directeur de l'IIEP. Après quatre années à la barre de l'Institut, M. Bray s'apprête à rejoindre sa famille et l'Asie, où l'attend la chaire d'éducation comparée de l'Université de Hong Kong. Au nom du Conseil d'administration et du personnel de l'IIEP, je remercie sincèrement M. Bray pour son travail. Il a su, avec doigté et efficacité, conduire l'Institut vers les transitions nécessaires. Le Plan à moyen terme 2008-2013, préparé sous son autorité, servira de cadre à nos futures activités. M. Bray aura apporté à l'Institut ses qualités et son expérience internationale irremplaçables en matière de formation, de recherche ou d'assistance technique.

Nombre de nos lecteurs souhaiteront sans doute garder le contact avec Mark Bray. Voici donc son adresse mél à l'université : mbray@hku.hk

Raymond E. Wanner
Président, Conseil d'administration de l'IIEP



Imprimé sur papier recyclé

La *Lettre d'information* de l'IIEP est publiée trois fois par an en anglais, en espagnol et en français, et deux fois par an en russe.

Les articles peuvent être reproduits sans autorisation préalable à condition que la source soit citée.

Les appellations employées dans ce document n'impliquent aucune prise de position de la part de l'UNESCO ou de l'IIEP quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant à leurs frontières ou limites.

Toute correspondance doit être adressée au :
Rédacteur en chef

Institut international de planification
de l'éducation (IIEP-UNESCO)
7-9 rue Eugène Delacroix,
75116 Paris, France

Tél : +33.1.45.03.77.00 Fax : +33.1.40.72.83.66

newsletter@iiep.unesco.org

www.iiep.unesco.org



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Institut international de
planification de l'éducation



© Christophe Buffet, UNESCO.

Donner la priorité à l'égalité entre les sexes



© Michel Ravassard, UNESCO.

Irina Bokova ▲ Directrice générale de l'UNESCO

La lutte pour l'égalité entre les sexes n'est pas finie et l'éducation des filles est d'une importance cruciale.

En 1995, la Conférence de Beijing a ravivé l'espoir des femmes du monde entier en créant l'une des plateformes les plus visibles pour l'avancement de leurs droits et en faisant de leur autonomisation la priorité du développement dans le monde. Elle a enclenché de nouvelles dynamiques en appliquant un filtre sexospécifique aux politiques ; elle a été déterminante, donnant aux femmes courage et inspiration, et symbolisant un engagement universel à défendre leurs droits humains et leurs libertés fondamentales.

Cependant, 15 ans plus tard, la bataille n'est pas gagnée. Des progrès impressionnants ont été accomplis : la participation des filles et des femmes a augmenté à tous les niveaux d'éducation, et plus particulièrement dans certains des pays les plus pauvres. L'adoption de lois pour l'égalité entre les

sexes se généralise. Mais, parmi le milliard d'êtres humains les plus pauvres, trois cinquièmes sont des femmes et des filles. En Afrique subsaharienne, les jeunes filles de plus de 15 ans courent trois fois plus de risque d'être infectées par le VIH que les garçons du même âge, et les femmes sont plus vulnérables aux effets délétères du changement climatique.

L'impact de l'éducation des filles

Il est temps de réagir : les droits des femmes sont des droits humains qui doivent être promus, défendus et respectés. L'autonomisation des filles et des femmes est aussi le plus sûr moyen d'atteindre les objectifs de développement partagés par la communauté internationale. Des études démontrent l'impact positif de l'éducation des filles sur la santé de la mère et de l'enfant, sur les taux de fertilité, sur la réduction de la pauvreté et la croissance économique. Les mères instruites sont plus enclines à envoyer leurs enfants à l'école. Grâce aux cours d'alphabétisation, elles sont plus à même de prendre des décisions et de s'affirmer au sein de leur foyer et de leur communauté.

Pourtant, le fait de naître fille est encore source de discrimination dans de nombreuses régions, en particulier dans les États arabes, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest. Plus de la moitié des enfants non scolarisés dans le monde sont des filles. Les mariages précoces et les tâches domestiques les empêchent d'achever leur éducation primaire. Deux tiers des adultes analphabètes sont des femmes et le bien-être de leurs enfants s'en ressent. Conjugué à la pauvreté, à un statut minoritaire, à la langue et à d'autres marqueurs de désavantage, le genre limite sérieusement les opportunités. Même si les femmes font une percée dans l'enseignement supérieur un peu partout, elles ne représentent encore que 14 % des chercheurs, restant sous-représentées à tous les niveaux du système politique. Bref, aucune société ne traite hommes et femmes d'égal à égal.

Le genre : de Beijing à la priorité de l'UNESCO

L'UNESCO a donc fait de l'égalité entre les sexes l'une de ses deux priorités mondiales pour 2008-2013, et s'assure que tous ses programmes contribuent pleinement à l'autonomisation des femmes. Des débats politiques jusqu'au développement des capacités, l'égalité entre les sexes sera au cœur de ses initiatives et de ses programmes.

Des données désagrégées permettent de mieux comprendre les inégalités. Mais dans l'éducation, l'égalité entre les sexes va bien au-delà d'une égalité arithmétique dans la scolarisation des filles et des garçons. Il s'agit surtout de modifier comportements et relations, mais aussi de partager le pouvoir. Les traditions discriminatoires, très profondément ancrées, ne sont pas intangibles. En s'assurant que tous les enfants ont un même accès à des écoles

sûres, qui dénoncent les stéréotypes au lieu de les renforcer, l'éducation peut créer une société plus équitable.

Cibler les politiques de genre

Il faut soigneusement cibler les politiques visant à compenser les inégalités dans les familles, dans les écoles et, plus largement, dans la société. Pour atteindre l'éducation pour tous, l'UNESCO privilégiera quatre domaines essentiels : enseignants, alphabétisation, compétences et planification. Pour remédier à la pénurie d'enseignants, elle aidera ses États membres à intégrer des approches pédagogiques et d'apprentissage sensibles au genre dans leurs programmes de formation. À mi-parcours de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, des programmes pertinents et de qualité favoriseront l'autonomisation des femmes.

Les politiques en faveur de l'enseignement technique et professionnel et de la formation seront examinées pour garantir aux filles comme aux garçons un accès égal aux compétences requises et à l'emploi. Les capacités nationales seront renforcées pour concevoir des plans sectoriels d'éducation sensibles au genre et fondés sur les droits. Partenariats et alliances stratégiques seront élargis pour faire de l'égalité entre les sexes une priorité dans toutes les sociétés.

Première directrice générale de l'Organisation, je suis profondément engagée dans la défense des droits des filles et des femmes par l'éducation, partout dans le monde. L'UNESCO initiera et défendra des changements positifs pour toutes les femmes afin de préserver leurs droits et leur dignité intrinsèque. Ainsi, notre monde deviendra plus juste et plus pacifique, conformément à l'engagement pris à Beijing il y a 15 ans. ■

Genre, éducation et droits de l'homme

Linda King ▲ IIPE
l.king@iiep.unesco.org

Garantir les droits des filles et des femmes à un accès égal à l'éducation et les sensibiliser à leurs autres droits humains, c'est l'essentiel du mandat de l'UNESCO.

La *Déclaration universelle des droits de l'homme* (1948) garantit les droits des hommes et des femmes, mais leur statut inégal devant l'éducation dans de nombreux pays a conduit l'UNESCO à adopter sa *Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement* (1960), qui interdit toute distinction d'accès fondée sur le genre. En 1979, la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* vient renforcer ce texte. Son article 10 stipule l'égalité des chances dans l'éducation. Quant à la *Convention relative aux droits de l'enfant* (1989), elle consacre les droits des filles à l'éducation et à la sécurité.

En 2008, le secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, s'est attaqué à l'une des violations les plus graves et les plus fréquentes des droits de l'homme : la violence croissante à l'encontre des femmes, qui affecte gravement leur éducation, leur santé et leur participation citoyenne¹. Pour lui, « Les hommes doivent apprendre les uns aux autres que les vrais hommes ne violentent ni n'oppriment les femmes, et qu'elles n'ont pas seulement leur place à la maison ou dans les champs, mais également dans les écoles, dans les bureaux et dans les salles de conseils d'administration ». La campagne interorganisations *Tous unis pour mettre fin à la violence*

à l'égard des femmes (UNiTE) vise à sensibiliser les hommes aux droits des femmes. L'éducation est à la fois le problème et la solution puisque les écoles elles-mêmes sont souvent le théâtre de scènes de violence – harcèlement sexuel ou intimidations – infligées aux filles.

L'UNESCO défend le droit des filles à l'éducation en surveillant la mise en application de ces conventions internationales. Elle formule des avis sur la prévention de la violence sexiste dans les écoles et sur l'élimination des stéréotypes sexuels dans les manuels scolaires. Dans le cadre du *Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme*, coordonné par les Nations Unies, l'égalité entre les sexes, le respect et la tolérance sont les facteurs clés d'une éducation de qualité pour tous². ■

¹ Dans le monde, 70 % des femmes connaîtront une forme de violence physique ou sexuelle dans leur vie. Une femme sur cinq sera victime d'un viol ou d'une tentative de viol. www.un.org/en/women/endviolence/about.shtml

² Voir, par exemple, *Stopping Violence in Schools. Guidelines for Teachers*. Paris : UNESCO, 2009 ; *Comment promouvoir l'égalité entre les sexes par les manuels scolaires ? Guide méthodologique à l'attention des acteurs et actrices de la chaîne du manuel scolaire*. Paris : UNESCO, 2008 ; *Human Rights Education in the School Systems of Europe, Central Asia and North America: A Compendium of Good Practice*, OSCE, Conseil de l'Europe, HCR, UNESCO. Varsovie : OSCE, 2009.



© Justin Mott, UNESCO

Asie : de la parité à l'égalité

Refaire de l'égalité une priorité.

Maki Hayashikawa ▲ UNESCO Bangkok
m.hayashikawa@unesco.org

La région Asie-Pacifique a fait des progrès remarquables pour réduire l'écart entre l'éducation des filles et des garçons, surtout dans le primaire, où la parité était déjà une réalité en 1999 en Asie de l'Est et en Asie centrale¹. De nombreux pays de la région œuvrent désormais à la réduction des disparités de genre dans le secondaire. En Asie de l'Est et dans le Pacifique², l'indice de parité entre les sexes (IPS) du taux brut de scolarisation est passé de 0,96 en 1999 à 1,0 en 2006. Si cette tendance se poursuit, la plupart des pays de la région devraient parvenir à la parité dans le secondaire d'ici à 2015.

La parité implique une égalité arithmétique entre le nombre de filles et de garçons scolarisés. Elle ne crée pas l'égalité entre les sexes devant l'éducation et au-delà. La région Asie-Pacifique connaît encore de nombreuses difficultés pour

parvenir à cette égalité à tous les niveaux de l'éducation.

Parité ne signifie pas égalité : les défis pour l'éducation

La vigilance est plus que jamais nécessaire. En effet, à mesure que les pays se rapprochent de la parité, ils pensent s'être débarrassés du problème des genres dans l'éducation, considérant que parité vaut égalité. Or, il ne s'agit pas seulement d'assurer l'égalité des chances de scolarisation mais aussi l'égalité des processus d'apprentissage, l'égalité des résultats scolaires et l'égalité devant l'emploi et les salaires en fonction de l'éducation et de la formation reçues.

Autre difficulté : la plupart des pays de la région estiment que l'inégalité touche les filles et non pas les garçons. Pourtant, en Malaisie, en Mongolie, aux Philippines et en Thaïlande, les filles sont davantage scolarisées que les garçons, en primaire comme dans le secondaire. Ces « disparités inversées », où les garçons sont désavantagés par rapport aux filles en termes d'accès, de participation ou de résultats, commencent à attirer l'attention, mais ne sont pas encore considérées comme « un problème de genre ».

L'absence de femmes enseignantes compétentes et la faiblesse de leur statut dans la région ont souvent contrarié l'avènement de l'égalité entre les sexes dans l'éducation. Alors que l'Asie du Sud connaît des pénuries chroniques d'enseignantes, l'Asie centrale et l'Asie du Sud-est manquent d'enseignants et risquent fort de connaître une sur-féminisation de la profession.

Changer les comportements

Pour la région Asie-Pacifique, l'égalité entre les sexes est un vrai défi, qui exige une évolution radicale des mentalités. Les efforts nationaux et régionaux visent tous à généraliser cette notion ainsi qu'à développer et renforcer les capacités des ministères de l'Éducation et des autres acteurs de l'éducation afin que l'égalité devienne réalité. Cela implique l'élimination des stéréotypes dans les manuels et les cursus scolaires, l'adoption de budgets sensibles au genre et l'intégration systématique de cette question dans la formation professionnelle des enseignants.

À cinq ans de l'échéance de 2015, la région est encore loin de la parité et de l'égalité entre les sexes. Les pays doivent redoubler d'efforts et réorienter leurs stratégies avec une grande détermination politique et une compréhension totale de l'objectif visant à intégrer la dimension du genre.

Cela exige des activités de sensibilisation et de formation, pour disposer de gens capables d'évaluer les situations et les initiatives de ce point de vue. Plus

important, ces questions doivent devenir une priorité pour tous et non pour une poignée d'individus. L'incapacité à parvenir à l'égalité entre les sexes dans l'éducation compromet le droit à l'éducation des filles et des garçons. C'est l'affaire de tous et une étape incontournable pour la réalisation de l'éducation pour tous. ■

¹ Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2008. <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001574/157484f.pdf>

² Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2009. <http://unesdoc.unesco.org/images/0017/001797/179793f.pdf>

Pourquoi les garçons des Caraïbes réussissent-ils moins bien à l'école ?

Goretti Narain ▲ Conseiller en éducation pour le Gouvernement des Antilles néerlandaises
goretti_narain@yahoo.com

Derniers résultats d'une étude sur les Antilles néerlandaises.

La mauvaise performance scolaire des garçons dans les Caraïbes et en Amérique latine est depuis peu au cœur des débats. Alors que la plupart des pays de la région sont parvenus à la parité entre les sexes pour la scolarisation en primaire, des écarts en faveur des filles apparaissent dans le secondaire et le supérieur¹. Cette situation se généralise, les pays faisant de plus en plus état d'une sous-performance des garçons, en particulier après le primaire.

C'est le cas aux Antilles néerlandaises : les garçons redoublent plus souvent, ils sont plus nombreux à être orientés dans des sections spéciales et ont plus tendance à abandonner. Les garçons sortent davantage du système scolaire sans diplôme que les filles qui, à l'inverse, sont plus nombreuses à poursuivre leurs études dans le secondaire et au-delà. Cette situation a incité les Antilles néerlandaises à rallonger la durée de la scolarité obligatoire de 4 à 18 ans, contre 6 à 16 ans auparavant.

Une étude financée par le Programme de participation de l'UNESCO et le Gouvernement des Antilles néerlandaises a permis de concevoir une politique du genre fondée sur des données probantes pour s'attaquer à ce problème. Elle comprenait trois volets : une revue de la littérature sur les écarts entre les sexes à l'école ; un nouvel examen et une analyse des données et des rapports disponibles – notamment sur les taux de scolarisation, de redoublement et d'achèvement ; une collecte de données centrée, entre autres, sur l'expérience éducative et les attentes des étudiants, garçons et filles, mais aussi sur l'abandon, les pratiques scolaires, les perceptions qu'ont les enseignants du potentiel de leurs élèves et la vision des parents sur le genre et l'éducation chez eux.

Plusieurs facteurs contribuent visiblement à la sous-performance des garçons. La socialisation des filles en famille les prépare mieux à une carrière scolaire. L'institution scolaire elle-même semble

mieux adaptée aux filles, du fait notamment de la forte féminisation du corps enseignant. Les écoles ne tiennent pas compte des écarts dans le rythme de développement des garçons et des filles et créent un déséquilibre favorable à ces dernières dès le début du primaire. Ce désavantage dans le parcours scolaire des garçons peut avoir des conséquences négatives pour la suite de leurs études et même pour leur avenir. C'est un problème auquel il faut remédier pour assurer une participation pleine et entière des filles et des garçons des Antilles. ■

¹ Voir aussi les ouvrages de l'*Institute of Gender and Development Studies* de l'Université des Indes occidentales : www.uwi.edu/cgds/publications.html



© Tomas Munita, UNESCO.

Les enseignants d'Amérique latine

Enseignante :
un métier attirant
mais peu gratifiant.

Emilio Tenti Fanfani ▲ IPE Buenos Aires
emilio@iipe-buenosaires.org.ar

Une étude des caractéristiques sociales et culturelles des enseignants du primaire et du secondaire dans quatre pays d'Amérique latine dresse un profil sexué de la profession enseignante, par niveau et par groupe d'âge¹.

Dans ces pays, les enseignantes sont majoritaires dans le primaire. En Argentine, les femmes sont plus nombreuses dans la population active (84,7 %) alors qu'au Pérou, où elles restent dominantes, le pourcentage d'hommes y est comparativement supérieur (37,5 %). La prévalence des enseignantes est nettement plus marquée dans le primaire que dans le secondaire. En Argentine, au Brésil et en Uruguay, environ 90 % des instituteurs sont des femmes tandis qu'au Pérou, elles représentent les trois quarts de la profession. Dans le secondaire, le corps enseignant compte environ deux tiers de femmes – sauf au Pérou, où les chiffres sont plus ou moins

les mêmes. Mais cette répartition hommes/femmes varie avec leur âge.

L'enseignement n'est pas fait pour les chefs de famille

La prédominance des femmes dans le corps enseignant s'explique par certaines caractéristiques distinctives de cette profession en Amérique latine. La majorité des enseignants, surtout les femmes, ne se considèrent pas comme des « chefs de famille », leur salaire n'étant pas la principale source de revenu du foyer. Cette faiblesse relative du salaire d'un enseignant par rapport aux autres sources de revenu d'un ménage est probablement liée au fait que la majorité des enseignants, du moins en Argentine (68,6 %), au Brésil (57,2 %) et au Pérou (87,4 %), déclarent ne travailler que dans un seul établissement² – un phénomène inhabituel en Amérique latine. Dans ces pays, les écoles offrent rarement un emploi à plein temps, de sorte que la plupart des enseignants (surtout les femmes) ne travaillent pas toute la journée.

Le fait que les heures de cours sont limitées est une source de motivation pour les femmes, qui peuvent ainsi combiner emploi et tâches domestiques.

La nature structurelle du marché du travail éducatif et la faiblesse des reconnaissances matérielles et symboliques de cette profession dans la plupart des sociétés latino-américaines expliquent la féminisation du corps enseignant. Les travaux de l'IPE-Buenos Aires soulèvent des questions quant aux liens entre conditions de travail des enseignants, féminisation de la profession et qualité de l'éducation. ■

¹ Les chiffres sont tirés d'une recherche comparée sur les enseignants du primaire et du secondaire lancée par l'IPE-Buenos Aires en 2000.

² En Uruguay, les enseignants ne sont que 44,7 % à travailler pour un établissement unique.

Discrimination sexuelle en Égypte

Une étude de l'ETF¹ sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) révèle une participation féminine toujours mineure à l'éducation et au marché du travail.

La région MENA affiche les plus faibles taux d'activité féminine du monde. Le projet de l'ETF sur les femmes et le travail défend l'adoption de politiques durables pour l'égalité entre les sexes en Égypte, en Jordanie et en Tunisie, sensibilisant les acteurs aux obstacles qui freinent les femmes dans l'éducation et dans l'emploi, et faisant des recommandations aux autorités nationales pour renforcer le rôle des femmes dans le monde du travail.

En Égypte, selon la Constitution, tous les citoyens sont égaux, indépendamment de leur religion, de leur sexe ou de leur origine. Dans la pratique, un déséquilibre hommes/femmes règne à tous les échelons de la société, depuis l'école primaire jusqu'à la composition de la population active. Un rapport de 2005 du Forum économique mondial (Women's Empowerment: Measuring the Global Gender Gap) classe l'Égypte dernier sur 58 pays dans les cinq domaines analysés : participation à la vie économique ; opportunités économiques ; autonomisation politique ; résultats éducatifs ; santé et bien-être.



© Abdelhak Senna, UNESCO

Si la plupart des enfants égyptiens sont scolarisés, certains parents n'ont pas les moyens d'envoyer tous leurs enfants à l'école. Par tradition, l'homme subvient aux besoins de la famille et la femme élève les enfants, ce qui pèse sur les décisions familiales. Les mariages précoces contrarient aussi l'éducation des filles.

Cependant, on retrouve plus de femmes que d'hommes dans l'enseignement supérieur : comme les hommes ont plus de perspectives professionnelles et trouvent plus facilement du travail, les femmes poursuivent leurs études. Or, malgré un niveau d'éducation et de certification moindre que celui des femmes, les hommes sont toujours considérés comme plus compétents et qualifiés. Les employeurs rechignent aussi à embaucher des femmes pour éviter les cotisations sociales et les congés de maternité.

La plupart des femmes occupent des postes non qualifiés et mal payés, quelques-unes seulement obtenant des postes plus gratifiants. Ce déséquilibre professionnel est patent presque partout, y compris dans les secteurs du tourisme et des TIC – les plus gros pourvoyeurs de fonds et, de plus en plus, d'emplois. L'étude de l'ETF sur des jeunes femmes (15 à 29 ans) montre que les rémunérations y sont meilleures et les perspectives plus nombreuses. Le nombre d'entreprises du secteur des TIC a augmenté, pour atteindre environ 2 100 en 2007. Une pénurie de main-d'œuvre de 40,9 % est anticipée, qui pourrait être comblée par l'éducation et la formation des femmes dans ces domaines et une meilleure politique d'accès à l'emploi.

Si la participation des Égyptiennes à l'éducation et au travail s'améliore, le fossé entre les sexes reste important. Un travail d'analyse politique permettrait d'assurer un accès égal à l'éducation et aux ressources productives mais aussi, pour les femmes, de concilier travail et vie de famille. ■

¹ Fondation européenne pour la formation (ETF).
Pour plus d'informations:
www.etf.europa.eu



fonctions « techniques » sont moins adaptées aux femmes que les fonctions « pédagogiques ». En outre, dans les postes administratifs, les horaires sont moins flexibles, ce qui conviendrait mieux aux hommes.

La pénurie de femmes aux postes de gestion influe sur les questions d'égalité

La rareté des femmes chez les planificateurs et les gestionnaires pourrait expliquer le manque de réflexion sur la portée de certaines réformes sur l'égalité entre les sexes, pourtant populaires. Prenons comme exemple la gestion autonome des écoles (GAE). Alors que la profession enseignante se féminise dans de nombreux pays, les postes de directeurs d'école restent l'apanage des hommes. L'autonomie accrue des écoles augmente la charge de travail administratif et managérial des directeurs, au détriment de leur fonction pédagogique. D'où plusieurs interrogations concernant l'impact de la gestion autonome des écoles sur la prévalence des femmes à ces postes.

Deux hypothèses opposées peuvent être avancées pour expliquer cette situation, bien que peu de recherches se soient intéressées à cette question et que les informations empiriques soient rares. Tout d'abord, s'il veut réussir dans une école autonome, le directeur doit soutenir ses équipes, faire preuve de collégialité et être prêt à négocier pour mobiliser tous les enseignants en faveur des réformes. Cette forme de leadership convient généralement bien aux femmes. D'autre part, la pression croissante – notamment en termes de temps – peut empêcher les femmes, obligées parfois à consacrer plus de temps à leur famille, d'occuper de tels postes. Il existe des exceptions (aux Caraïbes notamment), où les hommes font figure d'espèces « menacées » parmi les professionnels de l'éducation et où les difficultés scolaires des garçons sont hâtivement attribuées à la paresse, à l'indiscipline ou au manque d'intérêt et non à des stéréotypes sociaux et à des opportunités économiques.

Y a-t-il égalité en planification de l'éducation ?

Les femmes sont souvent majoritaires dans le corps enseignant. Mais sont-elles bien représentées en planification et en gestion ?

Anton de Grauwe ▲ IIPE
a.de-grauwe@iiep.unesco.org

Pendant des décennies, les politiques d'éducation ont visé à scolariser autant de filles que de garçons. La plupart des plans de l'éducation contiennent des stratégies pour assurer une égalité entre les sexes. Toutefois, s'agissant de la planification de l'éducation, des postes de gestion et de la prise de décision, l'égalité des genres reste une préoccupation secondaire. Logiquement, dans les pays où les filles sont minoritaires à l'école, les femmes le sont encore plus parmi les professionnels de l'éducation. La situation varie selon les pays mais, d'une manière générale, les femmes sont moins bien représentées dans les postes de planification et de gestion de l'éducation que dans les postes d'enseignants, et sont donc moins influentes. Cette situation n'évolue que lentement car, selon certains stéréotypes, ces

Peu de femmes suivent des formations

Les questions de genre sont malheureusement souvent absentes des programmes de développement des capacités en planification et gestion de l'éducation. Habituellement, qui dit « développement des capacités » dit « formation ». Si les programmes de formation comme ceux de l'IPE favorisent les candidatures féminines, les femmes sont si peu nombreuses dans la

profession qu'elles sont très minoritaires dans les stages, surtout s'ils se déroulent à l'étranger. Dans ces conditions, elles peuvent aussi se détourner des formations proposées en planification de l'éducation, confirmant ainsi l'idée préconçue selon laquelle elles sont moins intéressées par les aspects techniques. La solution réside en partie dans des alternatives à la formation traditionnelle. Par exemple, en constituant des groupes de femmes planificatrices et en les aidant non seulement à renforcer

leurs compétences techniques, mais aussi à changer leur position « stratégique » au sein de leur administration. ■

Faire la différence : le mandat non sexué de l'IPE

Yasmin Haq ▲ IPE
y.haq@iiep.unesco.org

Certains investissements sont-ils plus productifs que d'autres ?

Dès que l'on aborde la question du genre – ou toute autre question de développement – les interrogations timides sur l'« égalité » cèdent le pas à d'autres, plus quantifiables, liées à l'« équité » et à la « parité ». Pourquoi ? Une première explication réside dans notre inclination à évaluer les progrès et le développement *via* des mesures qui permettent la quantification.

Vient ensuite notre réelle difficulté à cerner le sens du terme « égalité » et, plus cruciale encore, à répondre à la question : égalité de quoi¹ ? La plupart des réponses nous renvoient à l'équité. Pour s'affranchir de cette fixation sur l'équité, le prix Nobel Amartya Sen dirait qu'il faut reporter notre attention sur les « capacités », c'est-à-dire la capacité à être ou la capacité à faire.

Le mandat central de l'IPE est de développer les capacités en planification et gestion de l'éducation. Conçu à une époque où nos esprits et, de fait, nos approches du développement étaient moins brouillés par les soucis d'« ajustement », ce mandat est par essence

asexué ou non sexué. Il l'est précisément parce qu'il s'attache à renforcer les compétences et non à « adapter la pénurie » – le revers de la médaille équité/parité, où les effectifs d'un groupe (celui des femmes) seront toujours comparés à ceux – déjà insuffisants – de l'autre groupe (ici, les hommes).

En privilégiant le développement des capacités, le mandat de l'IPE pose la question de l'égalité entre les sexes sur un plan radicalement différent : l'ambition ici n'est pas seulement d'avoir davantage de femmes dans la planification et la gestion de l'éducation, mais aussi d'avoir davantage de femmes ayant les mêmes qualités qu'un planificateur ou un gestionnaire « compétent » – mais pas forcément « masculin » – ou ayant des qualités similaires.

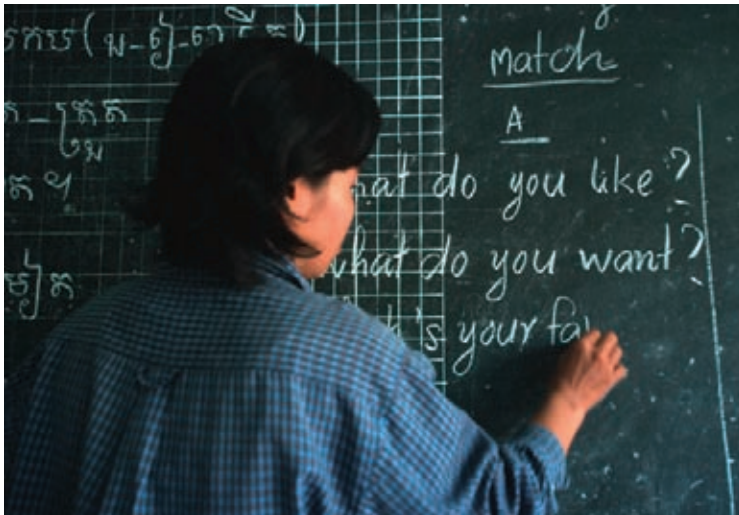
Le fait d'augmenter les effectifs – des élèves, des enseignants ou de la main-

d'œuvre – ne garantit ni le développement ni, comme le prouve l'augmentation vertigineuse des taux d'admission en primaire, la participation et encore moins les résultats. La participation, le fait d'être « agente du changement » ou l'autonomisation resteraient de vains objectifs sans les compétences requises.

Le mandat non sexué de l'IPE peut faire une différence cruciale pour les femmes engagées dans la planification et la gestion de l'éducation, car il est en mesure de dépasser les questions de genre et d'équité pour aborder celle, bien plus féconde, de la participation efficace. ■



¹ « Égalité de quoi ? » (*Equality of what?*). Titre de l'intervention d'Amartya K. Sen (1979) dans *Tanner Lecture on Human Values*, qui pose les jalons de son « approche par les capacités ».



Universités : les femmes peuvent-elles franchir le pla- fond de verre ?

Une barrière invisible bloque toujours l'accès des femmes aux postes de recherche et de direction en milieu universitaire.

Michaela Martin ▲ IIEP
m.martin@iiep.unesco.org

Depuis plusieurs décennies, les femmes font des progrès fulgurants dans l'accès à l'enseignement supérieur. D'après le *Recueil de données mondiales sur l'éducation 2009* (Institut de statistique de l'UNESCO), les inscriptions des femmes ont été multipliées par 6 entre 1970 et 2007, et seulement par 4 pour les hommes. En 2007, l'indice global de parité entre les sexes (IPS) (taux brut de scolarisation féminin et masculin) est ressorti à 1,08, les femmes dépassant les hommes dans l'enseignement supérieur. Cette tendance mondiale masque d'importants

écarts régionaux : pour les femmes, l'IPS le plus faible se situe en Afrique subsaharienne (0,66), puis en Asie du Sud et de l'Ouest (0,77), tandis que dans la Région arabe, où les femmes ont traditionnellement été désavantagées, il est de 1,05 (estimations de l'ISU).

Si les femmes participent à l'enseignement supérieur, quelle est la situation en troisième cycle et dans les postes académiques ? Alors qu'une majorité de pays sont parvenus à la parité dans le premier cycle supérieur, les données de l'ISU montrent que les femmes sont nettement plus nombreuses que les hommes à obtenir un doctorat dans 20 % des pays seulement et que seuls 8 % d'entre eux leur proposent des doctorats scientifiques et technologiques. À l'échelle mondiale, les femmes ne représentent que 14 % des chercheurs, recréant ainsi le fossé entre les sexes aux plus hauts niveaux du supérieur.

En 2007, 42 % du corps enseignant dans le supérieur étaient des femmes, ce taux global cachant des écarts, allant de 26 % en Afrique subsaharienne à 50 % en Asie centrale. Comparés aux effectifs relativement restreints de femmes obtenant un doctorat, ces chiffres laissent supposer que de nombreuses enseignantes n'ont pas ce diplôme, ce qui limite sérieusement leurs chances d'obtenir une promotion et un poste de direction à l'université. En Argentine, par exemple, 59 % de tous les diplômés du supérieur sont des femmes, mais elles ne sont plus que 10 % à occuper des postes de direction à l'université. La carrière universitaire des femmes est donc freinée par l'équilibre à trouver entre vie privée et vie professionnelle ainsi que par des stéréotypes sociaux.

Bien connu, ce problème est pourtant mal documenté. C'est dans ce but que l'Union européenne élabore son « indice du plafond de verre » (GCI), afin de comparer le rapport entre femmes occupant des postes de direction et femmes universitaires. Les 27 pays de l'Union sont touchés par ce phénomène, à des degrés variables. C'est aussi le cas dans le reste du monde même si, dans certaines régions, ce plafond apparaît plus tôt et de façon plus marquée dans la chaîne éducative que dans d'autres domaines. ■

Le rapport 2009 du SITEAL

S'attaquer à l'éducation de la petite enfance.

Margarita Poggi ▲ IIEPE-Buenos Aires
m.poggi@iiep.unesco.org

Les politiques sociales et éducatives des pays d'Amérique latine commencent à s'intéresser à la petite enfance. Quel rôle l'éducation au sens large peut-elle jouer ? Pour l'UNESCO, les politiques d'éducation et de protection de la petite enfance (EPPE) doivent assurer la survie, la croissance, le développement et l'apprentissage des enfants. Il faut donc s'occuper de leur santé, de leur alimentation et de leur hygiène en plus de leur développement cognitif, social, physique et psychologique, en toutes circonstances.

L'édition 2009 du rapport du SITEAL¹ décrit la petite enfance et son contexte

d'évolution, et aborde certains aspects ayant un impact profond sur ce groupe d'âge. Il examine l'évolution des profils démographiques, la transformation des familles ainsi que les caractéristiques des conditions de vie matérielles des enfants. Il définit les inégalités et la manière dont elles se manifestent dans la vie privée et dans le parcours scolaire. Le rapport analyse aussi les législations internationales pertinentes et les réglementations adoptées en Amérique latine. Il met en lumière les besoins des enfants et leur droit à une éducation variée, qui implique des partenariats entre sociétés et gouvernements.

Après un bilan des progrès réalisés en la matière, le rapport du SITEAL rappelle

les défis actuels et les conditions requises pour les relever. Il s'agit notamment d'obtenir le soutien des hauts responsables politiques et la participation des différentes organisations concernées. Ces synergies renforcent l'alignement des politiques et contribuent à la mobilisation des ressources. Elles insufflent aussi une énergie nouvelle pour défendre l'EPPE dans les agendas régionaux et nationaux. ■

¹ Le système d'information sur l'évolution de l'éducation en Amérique latine (SITEAL – *Sistema de Información de Tendencias Educativas en América Latina*) est une initiative conjointe du Bureau régional de l'IIEPE à Buenos Aires et de l'Organisation des États ibéro-américains (OEI). www.siteal.iipe-oei.org

Entretien avec Michael J. Kelly

Barbara Tournier ▲ IIEPE
b.tournier@iiep.unesco.org

« Dans les pays d'Afrique australe où l'épidémie [de sida] ne faiblit pas suffisamment pour envisager un avenir meilleur, il faut continuer à lui accorder la priorité. En Zambie, 85 000 personnes vont contracter le virus cette année, soit 230 infections par jour ou une toutes les 5-6 minutes ».

Le père Michael J. Kelly est l'une des grandes voix sur le VIH, le sida et l'éducation. Il est aussi membre du Collège des consultants de l'IIEPE et, à bientôt 80 ans, est plus actif que jamais. En octobre 2009, il nous a parlé de ses débuts dans ce domaine.



© IIEPE

Au milieu des années 1980, le père Kelly, alors enseignant à l'Université de Zambie, décide d'introduire la question du VIH et du sida dans son cours sur le développement de l'éducation. Le compte rendu d'un atelier de 1994

de l'IIEPE sur l'impact du VIH et du sida dans l'éducation lui sera d'une grande aide, à un moment où les textes sur la question sont encore très rares.

Vingt ans plus tard, l'épidémie

fait toujours partie des priorités des partenaires du développement, qui financent des programmes de réponse et s'efforcent

de rendre les médicaments plus accessibles. L'IIEPE œuvre avec ses partenaires à construire des capacités nationales de réaction au VIH et au sida. Michael Kelly est catégorique – il faut redoubler d'efforts :

« Les ministères de l'Éducation et de la Santé comme les médias ne ressentent pas vraiment l'urgence de cette question. Or, nous perdons des hommes et des moyens financiers. L'épidémie mine les économies et a des effets dévastateurs sur la vie de milliers de personnes ». ■

Pour en savoir plus sur les recherches de l'IIEPE sur le VIH : www.iiep.unesco.org/fr/recherche/themes-phare/vihsida/en-bref.html

Pour lire l'article dans son intégralité et regarder des extraits de la vidéo : <http://hivaidsclearinghouse.unesco.org/fr/accueil.html>

2009/2010

Voyage d'étude dans le Sud de la France



Un groupe de stagiaires du PFA en visite dans un lycée professionnel de Marseille avec l'inspecteur.

Cette année, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a accueilli les participants du PFA pour la traditionnelle découverte du système éducatif français.

Natalie Frederic ▲ IIEP
n.frederic@iiep.unesco.org

Après avoir rejoint Valence en TGV, les participants ont découvert Saillans puis Gap, où le maire les a reçus au domaine de Charance. Ce magnifique jardin botanique, qui surplombe la ville, a servi d'écrin à un spectacle de danse et de musique de Provence. Retour ensuite à l'Inspection d'académie, où les responsables locaux de l'éducation ont présenté le fonctionnement des écoles maternelles et primaires et des collèges, avant une visite de groupe dans différents établissements.

À Aix-en-Provence, ils ont eu un aperçu des niveaux supérieurs d'éducation et découvert les locaux administratifs du Rectorat. Les discussions avec les responsables, les directeurs d'école et les élèves ont été passionnantes. Ce voyage a permis au groupe de réfléchir aux questions de décentralisation, de lutte contre l'échec scolaire, de qualité de l'éducation et de relations entre école, monde du travail et profession enseignante. Les stagiaires ont fait part de leurs conclusions lors d'une dernière séance de travail avec le Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille.

Le temps exceptionnellement clément et les incursions dans la gastronomie locale ont rendu ce voyage mémorable. Les participants ont pu apprécier l'identité culturelle très particulière de cette région. Éducation et culture ont fait bon ménage, avec une visite guidée et un dîner au domaine Terre de Mistral, où le groupe a pu s'initier à la fabrication de l'huile d'olive et du vin, sans oublier la découverte du projet euro-méditerranéen, des ruelles de Marseille et de son vieux port !

Une fois encore, la Commission nationale française pour l'UNESCO a prouvé son aptitude à mobiliser quantité d'institutions et de responsables de l'éducation, faisant de ce voyage d'étude en France un nouveau succès. ■

Pour plus d'informations sur les activités de formation de l'IIEP :
www.iiep.unesco.org/capacity-development/training

Nouvelles des anciens stagiaires de l'IIEP

Promotions

Ghizala KAZI, Pakistan (1992/1993), vient de rejoindre la Commission de planification du Pakistan, à Islamabad, en tant que spécialiste des questions de genre.

Laura ATHIE, Mexique (2006/2007), vient d'être nommée chef de cabinet au sein de l'Unité de planification et d'évaluation des politiques éducatives.

Pour plus d'informations

sur les anciens stagiaires, rejoignez le réseau des anciens de l'IIEP :
alumni-anciens@iiep.unesco.org

Programme d'activités

Janvier

25-29 janvier 2010

Atelier dans le cadre du *Proyecto de Apoyo a la Enseñanza Primaria* (PAEP – soutien à l'enseignement primaire). Les phases deux et trois du projet se dérouleront en février et mars 2010.
Angola.
Contact : s.peano@iiep.unesco.org

27 janvier 2010

Atelier sur *L'auto-évaluation et la prise de décision*, destiné aux coordonnateurs d'organisations de la société civile participant au programme *Construye T* (construits-toi) (niveau lycée).
Mexico DF, Mexique
Contact : nneirotti@iipe-buenosaires.org.ar

Février

Février-avril 2010

Inscriptions pour le XIII^e cours régional de l'IIEP-Buenos Aires sur *Formulation et planification des politiques éducatives*, qui se tiendra entre août et novembre 2010.
Contact : cursoregional@iipe-buenosaires.org.ar

10-12 février 2010

Séminaire politique sur *La décentralisation dans l'éducation : relever les défis pour réussir*. Organisé en collaboration avec le ministère de l'Éducation et des Sports de l'Ouganda.
Kampala, Ouganda.
Contact : c.lugaz@iiep.unesco.org

Mars

1^{er} mars-23 avril 2010

Programme de cours spécialisés
Huit cours bilingues (anglais/français) de niveau avancé sur des questions clés de la planification et de la gestion de l'éducation.
En savoir plus : www.iiep.unesco.org (formation)
Contact : tepuvt@iiep.unesco.org

15 mars-2 juillet 2010

Cours à distance de l'UNESCO/IIEP sur *L'assurance qualité externe dans l'enseignement supérieur* pour les pays de la CEI et de l'Europe du Sud-est. Organisé en partenariat avec le réseau Asie-Pacifique de qualité (APQN), l'UNESCO/CEPES et l'UNESCO/IITE.
En savoir plus : www.iiep.unesco.org (formation)
Contact : m.martin@iiep.unesco.org

Situations d'urgence et de fragilité : les TIC au secours de l'éducation

La technologie peut encourager et améliorer l'apprentissage des enfants

Le séminaire d'experts de l'IIEP sur l'utilisation des TIC pour l'éducation en situation d'urgence et en contextes fragiles (24-25 novembre 2009) a réuni des professionnels venus de tous horizons. Pour eux, l'apprentissage doit sortir des sentiers battus pour devenir plus ouvert et plus interactif. La technologie peut aider enfants et éducateurs à édifier de nouvelles « sociétés de l'information », grâce à des compétences qui seront les moteurs de l'apprentissage des prochaines générations.

L'innovation technologique s'accélère et la fracture numérique s'aggrave. Les praticiens de l'éducation ont besoin d'une vision et d'un leadership solides pour créer des espaces technologiques où les jeunes acquièrent la pensée critique, contribuant ainsi à la société mondiale de l'information. Cela exige de repenser les modèles d'éducation normatifs et fourre-tout, qui produisent souvent des populations privées de leurs droits, incapables d'exercer leur esprit critique (Stephen Heppell). Ce besoin d'innovation est particulièrement marqué dans les contextes fragiles où communautés et gouvernements sont confrontés à des problèmes de ressources et de capacités limitées,



mais cherchent à offrir un avenir meilleur à leurs enfants (Kurt Moses). La technologie peut susciter et améliorer l'apprentissage des enfants, comme l'a montré le professeur Sugata Mitra en permettant à des enfants, partout dans le monde, d'accéder à Internet. Les nouveaux médias et les innovations technologiques peuvent apporter les ingrédients essentiels au développement éducatif des enfants, même dans les pays les plus fragiles où écoles et enseignants sont peu accessibles.

Le séminaire a ouvert la voie : reste à documenter les applications des nouvelles technologies dans des contextes fragiles et à partager les meilleures pratiques avec les praticiens. Des programmes pilotes prouvant l'efficacité des technologies, comme l'utilisation de téléphones portables dans l'enseignement (SoukTel), seront évalués et des solutions pour les étendre examinées. Les technologies ne cessent de gagner en impact et en couverture. Il faut maintenant envisager comment les utiliser pour soutenir l'apprentissage. ■

Pour en savoir plus, rejoignez le groupe : <http://groups.google.com/group/tech4agility>

Publications de l'IPE

Toutes les publications de l'IPE sont téléchargeables gratuitement :
www.iiep.unesco.org/fr/services-dinformation/publications

Éthique et corruption dans l'éducation

Teacher codes: learning from experience

par Shirley van Nuland, 2009, 100 p.



L'auteur examine les différences entre codes de conduite et codes de déontologie. Elle revient sur leur finalité, la manière dont ils sont élaborés et les différentes activités liées à leur application. Elle décrit leur utilisation, en particulier chez les enseignants et les autorités compétentes, puis, à l'aide d'exemples, analyse les réactions des parties prenantes concernant la valeur et

l'utilisation de ces codes.

Pour commander : info@iiep.unesco.org

Prix : 12€

Transparency in education in Eastern Europe

par Arūnas Plikšnys, Sylvia Kopnicka, Liliya Hrynevych et Constantine Palicarsky, 2009, 99 p. [Publication web.](#)



L'éducation peut jouer un rôle clé dans la lutte contre la corruption et pour la promotion de l'éthique et de l'intégrité. Cette étude envisage plusieurs stratégies permettant de créer des systèmes clairs et transparents de sensibilisation aux pratiques de corruption mais aussi de création de valeurs communes dans une société. Elle décrit certaines des meilleures pratiques adoptées en

Bulgarie, en Lituanie, en Slovaquie et en Ukraine.

Coopération internationale pour l'éducation

Making education work for all

Un rapport du Groupe international de travail sur l'éducation (GITE), New York, États-Unis, 2009, 130 p.



Le GITE a commencé sa réunion de 2008 par une séance d'expression libre et de partage sur les dernières évolutions et les initiatives des agences et organisations représentées. Trois grands thèmes sont ressortis d'un ordre du jour chargé : développement des capacités, financement pour assurer l'équité, gestion des données. La réunion s'est achevée par une réflexion sur le rôle et

l'avenir du GITE.

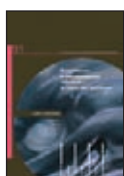
Pour commander : info@iiep.unesco.org

Prix : 12€

Principes de la planification de l'éducation

Programmes d'alphabétisation efficaces : le choix des décideurs

par John Oxenham, 2010, 160 p. (Principes No. 91)



Malgré un siècle d'expérience dans les programmes d'alphabétisation des adultes, les facteurs contribuant à l'efficacité des stratégies, des méthodes didactiques et des supports n'ont toujours pas été clairement identifiés. L'auteur examine les rares données existantes pour discuter des solutions envisageables aux yeux des planificateurs, anticipe les résultats possibles d'un projet d'alphabétisation et analyse les options offertes aux décideurs. (Paru en anglais en 2008).

Pour commander : info@iiep.unesco.org

Prix : 15€

Nouvelles tendances dans l'enseignement supérieur

Higher education reforms: institutional restructuring in Asia

sous la direction de N.V. Varghese, 2009, 205 p.



Les réformes engagées dans l'enseignement supérieur ont entraîné une transformation et une restructuration des établissements. Ces derniers ont adopté une approche davantage axée sur la gestion et les techniques d'entreprise et ont acquis une plus grande indépendance, introduisant de nouvelles structures de gouvernance et de gestion. L'ouvrage s'appuie sur une recherche réalisée en Indonésie, en Malaisie, en Mongolie, en Thaïlande et au Vietnam.

Pour commander : info@iiep.unesco.org

Prix : 12€

Cahiers de recherche

Overcoming the obstacles to EFA

par Françoise Caillods, Michelle Phillips, Muriel Poisson et Chris Talbot 2009, 43 p. [Publication web.](#)

Globalization, economic crisis and national strategies for higher education development

par N.V. Varghese, 2009, 33 p. [Publication web.](#)

L'IPE dans la presse



Cross-national studies of the quality of education. Planning their design and managing their impact

Sous la direction de Kenneth N. Ross et Ilona Jürgens Genevois, 2006, 320 p. IPE-UNESCO/InWEnt

Prix : 20€ (version espagnole également disponible).

«... La qualité de l'éducation est très variable d'un système à l'autre, voire au sein d'un même pays (déséquilibre entre écoles publiques et privées, urbaines et rurales, entre institutions minoritaires et majoritaires...), et aussi selon le genre. Dans une même classe, filles et garçons auront parfois une expérience d'apprentissage radicalement opposée. Ces déséquilibres posent de sérieux problèmes aux systèmes éducatifs devant l'aggravation des écarts économiques entre pays qui menace le développement. [...] Cette publication s'adresse aux universitaires, aux chercheurs et aux planificateurs de l'éducation en quête d'informations méthodologiques sur les recherches transnationales et sur les liens étroits entre les résultats des recherches et les politiques éducatives ».

Perspectives in Education, Silver Jubilee Year 2009, Vol. 25, No. 2

Critique : Tripti Bassi